



## CÔTE D'IVOIRE

Alerte sécuritaire, les USA déconseillent les zones frontalières du nord à leurs ressortissants

## FMI

L'Égypte et la Côte d'Ivoire en tête des pays africains les plus endettés en février 2026

## BENIN

Coup d'État manqué du 7 décembre, neuf militaires, dont le lieutenant colonel Pascal Tigri, activement recherchés

## CEDEAO

La CEDEAO s'apprête à déployer 2000 soldats d'ici fin 2026 pour freiner la progression des groupes djihadistes

**CÔTE D'IVOIRE / ZONES FRONTALIÈRES NORD,  
COMMENT LE PAYS RÉSISTE À LA TEMPÊTE  
SAHÉLIENNE**

# Table des matières

## **03** EDITO

## **04** POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

## **08** ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

## **13** SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

# EDITO



**DR.  
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

*Emmanuel Mian*



**01**

## **CEDEAO**

La CEDEAO s'apprête à déployer 2000 soldats d'ici fin 2026 pour freiner la progression des groupes djihadistes

**02**

## **CÔTE D'IVOIRE**

Alerte sécuritaire, les USA déconseillent les zones frontalières du nord à ses ressortissants

**03**

## **BÉNIN**

Coup d'État manqué du 7 décembre, neuf militaires, dont le lieutenant colonel Pascal Tigri, activement recherchés

# Stabilité régionale : La CEDEAO s'apprête à déployer 2000 soldats d'ici fin 2026 pour freiner la progression des groupes djihadistes

Réunis à Freetown du 24 au 27 février 2027, les chefs militaires de la CEDEAO ont franchi une étape décisive vers la création d'une force d'intervention régionale. L'organisation ouest-africaine ambitionne de déployer 2 000 soldats d'ici fin 2026, afin de contenir la progression des groupes djihadistes vers les pays côtiers du golfe de Guinée.

Placée sous l'autorité du président sierra-léonais Julius Maada Bio, également président en exercice de l'organisation, la rencontre a permis de finaliser un plan d'action militaire resté longtemps au stade des intentions. Cette fois, les responsables assurent vouloir passer à l'opérationnel.

## Une menace qui glisse du Sahel vers les côtes

Longtemps concentrées dans la bande sahélienne, les violences affiliées à l'État islamique et à Al-Qaïda gagnent désormais les zones frontalières et les pays du golfe de Guinée. Entre 2024 et 2025, les attaques ont bondi d'environ 80 % dans plusieurs États de la région, faisant plus de 1 000 morts. À l'échelle continentale, le Global Terrorism Index estime à plus de 22 000 le nombre de victimes du terrorisme en 2025.

Cette extension géographique inquiète particulièrement les États côtiers, dont les économies dépendent fortement des ports, des corridors commerciaux et de la stabilité des zones frontalières. Pour la CEDEAO, l'enjeu n'est plus seulement sécuritaire : il est aussi économique et politique.

## Coordination avec l'Alliance des États du Sahel (AES)

Les discussions de Freetown ont également mis en avant la nécessité d'un dialogue renforcé avec l'Alliance des États du Sahel, créée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Bien que les dynamiques politiques régionales aient évolué ces dernières années, les responsables militaires ont reconnu qu'aucune stratégie ne saurait être efficace sans coordination transfrontalière. La menace, elle, ne connaît ni frontières ni blocs institutionnels.

## L'équation financière

Si l'ambition militaire est affichée, sa concrétisation dépend largement des moyens disponibles. Les États membres se sont engagés à autofinancer leurs contingents respectifs, mais tous reconnaissent que l'appui extérieur sera indispensable pour la logistique, le transport stratégique, l'équipement spécialisé et le renseignement. Le maintien d'une force régionale permanente représente un coût considérable. Il implique le déploiement rapide, les chaînes d'approvisionnement sécurisées, la communication interarmées et la coordination politique continue. Dans un contexte économique fragile pour plusieurs pays ouest-africains, la mobilisation de ressources internationales apparaît inévitable.



# Côte d'Ivoire : Alerte sécuritaire, les USA déconseillent les zones frontalières du nord à leurs ressortissants

Les autorités américaines ont récemment actualisé leur avis de voyage concernant la Côte d'Ivoire, appelant leurs ressortissants à faire preuve d'une vigilance particulière, notamment dans les zones frontalières du nord du pays. Cette mise à jour intervient dans un contexte sécuritaire régional marqué par une instabilité persistante dans la bande sahélienne.

Le Département d'État des États-Unis maintient la Côte d'Ivoire au Niveau 2 : "Vigilance accrue", un classement qui invite les voyageurs à redoubler de prudence sans pour autant déconseiller formellement l'ensemble des déplacements dans le pays. Toutefois, Washington déconseille explicitement tout voyage à proximité des frontières septentrionales, en particulier celles jouxtant le Mali et le Burkina Faso.



## Un pays globalement accessible, mais sous vigilance

En maintenant la Côte d'Ivoire au Niveau 2, Washington reconnaît que le pays demeure accessible aux voyageurs, sous réserve de précautions adaptées. Les grandes villes comme Abidjan ainsi que les principaux pôles économiques et touristiques ne font pas l'objet d'une interdiction formelle. Néanmoins, les autorités américaines recommandent à leurs citoyens de surveiller régulièrement les mises à jour officielles, éviter les déplacements non essentiels dans les zones frontalières du nord, rester attentifs à leur environnement, et se conformer strictement aux consignes des autorités locales.

## Un contexte régional tendu

Cette mise en garde s'inscrit dans un climat sécuritaire tendu à l'échelle régionale. Les défis sécuritaires auxquels font face le Mali et le Burkina Faso ont contribué à fragiliser l'équilibre dans l'ensemble de la sous-région. Dans ce contexte, la prudence reste de mise pour les voyageurs internationaux.

En somme, si la Côte d'Ivoire conserve un niveau d'alerte modéré selon les standards américains, les zones frontalières nord demeurent particulièrement sensibles. Les autorités américaines appellent ainsi à une vigilance accrue et à une évaluation attentive des risques avant tout déplacement dans ces secteurs.

# Bénin : Coup d'État manqué du 7 décembre, neuf militaires, dont le lieutenant colonel Pascal Tigri, activement recherchés

L'enquête ouverte après la tentative présumée de coup d'État du 7 décembre 2025 connaît un nouveau tournant. Ce vendredi 27 février, la Police républicaine a rendu public un avis de recherche visant neuf militaires soupçonnés d'avoir participé au complot contre le président Patrice Talon.

Les identités et photographies des suspects ont été diffusées sur la chaîne WhatsApp du Centre national d'investigations numériques (CNIN), marquant une nouvelle étape dans la traque engagée par les autorités sécuritaires.

## Neuf noms désormais publics

Les militaires recherchés sont :

- **Pascal Tigri**
- **Sambiéni Castro**
- **Samary Ousmane**
- **Sanhouékoua Bernard**
- **Moussa Noma Rafiou**
- **Dassoudo Demanmon**
- **Issa Soumanou**
- **Setondji Laurier**
- **Osseni Yacoubou Moudachirou**

Selon les autorités, ces hommes seraient impliqués à divers niveaux dans la tentative de déstabilisation des institutions. Le lieutenant-colonel Pascal Tigri est présenté comme le principal instigateur présumé de l'opération avortée.

## Allassane Tigri placé en détention provisoire

Parallèlement à la diffusion de cet avis de recherche, la justice béninoise a procédé à l'incarcération de Allassane Tigri, ancien ministre et vice-président du parti d'opposition Les Démocrates. Il a été placé en détention provisoire jeudi soir à l'issue de sa présentation devant la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CIET).

Les chefs d'accusation retenus contre lui sont



particulièrement lourds : « attentat contre l'autorité de l'État, complicité de meurtre et trahison ». Son implication présumée s'inscrit dans le cadre de l'enquête ouverte après les événements de décembre. Il est par ailleurs, le frère aîné de Pascal Tigri.

## Une procédure judiciaire en cours

La publication de l'avis de recherche et les mesures de détention provisoire traduisent la volonté des autorités de faire toute la lumière sur cette tentative de putsch.

Conformément au code de procédure pénale béninois, la détention provisoire vise à garantir le bon déroulement de l'instruction en attendant d'éventuelles audiences devant la juridiction compétente.

De leur côté, les services de sécurité poursuivent activement les recherches pour localiser les militaires en fuite, tandis que l'instruction judiciaire se poursuit sous l'autorité de la CRIET afin d'établir les responsabilités individuelles et les éventuelles ramifications de l'affaire.



**01 FMI**  
L'Égypte et la Côte d'Ivoire en tête des  
pays africains les plus endettés en  
février 2026

**02 NIGERIA**  
La raffinerie Dangote s'apprête à  
inonder le marché intérieur avec 65  
millions de litres d'essence par jour

# FMI : L'Égypte et la Côte d'Ivoire en tête des pays africains les plus endettés en février 2026

En février 2026, la carte de l'endettement africain auprès du Fonds monétaire international (FMI) met en lumière une forte concentration des crédits sur une poignée d'économies. Selon les dernières données disponibles, dix pays cumulent plusieurs milliards de dollars d'encours, traduisant un recours soutenu aux financements extérieurs pour stabiliser leurs finances publiques et soutenir leurs programmes de développement.

## Égypte, premier débiteur africain

Avec 5,89 milliards de dollars (équivalent en Droits de Tirage Spéciaux – DTS), l'Égypte arrive en tête du classement africain. Ce niveau d'engagement reflète l'ampleur des besoins de financement d'une économie confrontée à des pressions inflationnistes, à un endettement élevé et à la nécessité de soutenir ses grands projets d'infrastructure.

Les crédits accordés par le FMI visent généralement à appuyer les réformes macroéconomiques, renforcer les réserves de change et stabiliser la monnaie, tout en accompagnant des ajustements budgétaires parfois sensibles sur le plan social.

## Côte d'Ivoire et Kenya dans le trio de tête

Derrière l'Égypte, la Côte d'Ivoire totalise 3,63 milliards de dollars d'encours. L'économie ivoirienne, souvent citée parmi les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest, s'appuie sur ces financements pour maintenir son rythme d'investissements publics et préserver la stabilité budgétaire.

Le Kenya suit avec 2,94 milliards de dollars, illustrant les défis auxquels font face les grandes économies d'Afrique de l'Est, entre croissance soutenue, service de la dette et impératifs sociaux.

## Un groupe de pays sous pression budgétaire

Le classement se poursuit avec le :



Ghana : 2,84 milliards \$, l'Angola : 2,50 milliards \$, la République démocratique du Congo (RDC) : 2,22 milliards \$, l'Éthiopie : 1,76 milliard \$, la Tanzanie : 1,34 milliard \$, la Zambie : 1,27 milliard \$ et le Cameroun : 1,18 milliard \$

Pour plusieurs de ces États, les financements du FMI s'inscrivent dans des programmes de réformes structurelles à savoir, la rationalisation des dépenses publiques, l'amélioration de la gouvernance financière, la réforme des subventions ou encore l'élargissement de l'assiette fiscale.

## Entre soutien au développement et contraintes de réformes

Les montants publiés sont exprimés en DTS, l'unité de compte du FMI, puis convertis en dollars américains pour faciliter la lecture. Au-delà des chiffres, ces encours témoignent d'un double enjeu : financer la croissance tout en évitant une spirale d'endettement. Routes, barrages, centrales électriques, hôpitaux ou programmes sociaux : les prêts servent souvent à combler des besoins structurels majeurs.



# Nigeria : La raffinerie Dangote s'apprête à inonder le marché intérieur avec 65 millions de litres d'essence par jour

À Lagos, une nouvelle ère énergétique s'ouvre. Après avoir atteint en février 2026 sa pleine capacité opérationnelle de 650 000 barils par jour, la Dangote Refinery structure désormais l'écoulement de sa production. Un accord commercial, validé par la Nigerian Midstream and Downstream Petroleum Regulatory Authority (NMDPRA), organise la distribution des volumes entre marché domestique et exportations. Derrière cette étape technique se profile une recomposition stratégique du secteur aval nigérian.

## Une capacité qui dépasse la demande nationale

La raffinerie prévoit d'injecter jusqu'à 65 millions de litres d'essence par jour sur le marché intérieur. Or, la consommation quotidienne du Nigeria oscille entre 50 et 60 millions de litres. Autrement dit, l'offre domestique excéderait potentiellement la demande de 10 à 15 millions de litres par jour.

Ce surplus, estimé entre 15 et 20 millions de litres quotidiens, sera dirigé vers l'exportation. Sur une base mensuelle, le volume total déployé pourrait atteindre 1,8 à 2 milliards de litres, positionnant le Nigeria non plus comme importateur structurel d'essence raffinée, mais comme acteur exportateur régional.

L'exportation n'est donc pas un choix opportuniste, mais une nécessité arithmétique.

## Un marché domestique sous contrôle

L'accord entérine également un modèle de distribution inédit. Plutôt qu'un monopole logistique, un consortium de douze distributeurs est chargé de la mise en marché. Parmi eux figurent MRS Oil Nigeria, Nigerian National Petroleum Company (via sa filiale retail), TotalEnergies Marketing Nigeria, Ardova Plc et Bovas Group.

Mais ils s'accompagnent également de conditions qui peuvent influencer les politiques économiques nationales, notamment en matière de discipline budgétaire et de gestion de la dette.

En février 2026, ce top 10 illustre ainsi une réalité contrastée : d'un côté, des économies en quête de stabilité et de transformation ; de l'autre, une dépendance accrue aux mécanismes de soutien multilatéraux pour maintenir l'équilibre financier.

Cette fragmentation volontaire vise à limiter la concentration du pouvoir de marché et à réduire les pratiques spéculatives. Pendant des années, la thésaurisation et les arbitrages opportunistes ont alimenté la volatilité des prix à la pompe. En encadrant strictement les flux dès la sortie d'usine, l'autorité de régulation entend verrouiller la chaîne de valeur.

### **La fin d'une dépendance structurelle ?**

Longtemps premier producteur africain de brut, le Nigeria importait pourtant massivement des produits raffinés, faute de capacités locales suffisantes. Les raffineries publiques sous-performantes avaient ouvert la voie à des importations régionales parfois plus compétitives. Avec l'entrée en régime complet de la Dangote Refinery, l'équation change. Le pays se rapproche d'une autosuffisance théorique en essence, tout en se dotant d'un levier d'influence sur les marchés ouest-africains.

La mise en service complète du complexe validée après des tests techniques conduits avec le fournisseur technologique UOP, marque un jalon rare : atteindre la capacité nominale dès la première année pleine d'exploitation commerciale.

### **Une ambition déjà plus grande**

L'industriel Aliko Dangote ne s'arrête pas là. Dès octobre 2025, il évoquait un projet d'expansion visant à porter la capacité totale à 1,4 million de barils par jour. Un tel niveau placerait l'installation parmi les plus grandes raffineries au monde.

Ce scénario reste toutefois conditionné à deux variables critiques :

la sécurisation des approvisionnements en brut et les investissements additionnels nécessaires à l'extension.

### **Un tournant pour l'économie nigériane**



Au-delà des volumes, l'enjeu est macroéconomique. Une production locale massive d'essence pourrait réduire la pression sur les réserves en devises, stabiliser les prix intérieurs à moyen terme, renforcer la balance commerciale énergétique et accroître l'influence régionale du Nigeria dans le commerce des produits pétroliers.

La raffinerie de Dangote n'est plus un projet industriel spectaculaire. Elle devient un instrument de politique économique. En quelques semaines, le Nigeria est passé d'une logique de dépendance à une stratégie d'offre structurée. Il ne reste plus qu'à espérer que la discipline réglementaire et la coordination logistique tiennent face aux réalités d'un marché historiquement fragmenté et volatil.



# Côte d'Ivoire / Zones frontalières nord, comment le pays résiste à la tempête sahélienne



# Côte d'Ivoire / Zones frontalières nord, comment le pays résiste à la tempête sahélienne

La zone frontalière du nord de la Côte d'Ivoire s'étend principalement le long des frontières avec le Burkina Faso à l'est et le Mali au nord. Elle couvre notamment des régions comme le Tchologo, le Bounkani, la Bagoué, le Poro, le Kabadougou et le Folon. Ces zones sont rurales, peu peuplées, caractérisées par une présence institutionnelle relativement faible et des infrastructures limitées. Cette frontière est naturellement poreuse, facilitant les mouvements de personnes, de biens et malheureusement aussi de groupes armés, trafiquants et militants. L'économie locale dépend des échanges transfrontaliers, de l'agriculture et de l'élevage, créant des interactions complexes entre communautés ivoiriennes et populations voisines burkinabè et maliennes.

## Une zone frontalière sous tension

Lorsqu'on aborde le nord ivoirien, il est impossible d'ignorer la crise sécuritaire du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger). En effet, dans le nord du Mali et du Burkina Faso, les insurgences jihadistes, notamment le JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, affilié à Al-Qaïda), et d'autres factions ont multiplié attaques, contrôlé des territoires et semé l'insécurité depuis près d'une décennie. Cette crise s'est progressivement étendue vers le sud, menaçant directement les zones frontalières nord de la Côte d'Ivoire.

Depuis lors, le pays fait face à une série d'attaques menées par des groupes armés le long de sa frontière nord avec le Burkina Faso et plus indirectement, avec le Mali. Ces incidents, jusque-là isolés mais croissants, témoignent d'une propagation constante de l'insécurité depuis les zones sahéliennes vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. L'un des événements les plus marquants et récents s'est produit dans la nuit du 24 au 25 août 2025 dans le village de Difita, situé dans le département de Téhini à quelques kilomètres seulement de la frontière avec le Burkina Faso.

Selon les autorités militaires ivoiriennes, un groupe d'individus armés non identifiés a attaqué le village vers 2 h du matin, semant la panique parmi les habitants. L'assaut a fait plusieurs victimes civiles dont au moins quatre paysans tués, une femme gravement brûlée et un habitant porté disparu. Les assaillants ont également incendié des cases, volé du bétail et détruit des biens agricoles, avant de fuir vers la zone frontalière.

Cette attaque, attribuée à des groupes armés terroristes liés à la crise sahélienne, a mis fin à une période d'accalmie de plusieurs années dans le nord ivoirien et ravivé les inquiétudes sur la capacité de ces individus à frapper le territoire ivoirien.

L'attaque de Difita constitue l'exemple le plus récent. Toutefois, plusieurs autres incidents armés ont été signalés ces dernières années. En juin 2021, des individus armés non identifiés ont attaqué la localité de Tougbo dans le Bounkani, tuant un soldat ivoirien et déclenchant une riposte des forces armées. En 2020, la localité de Kafolo avait été ciblée par des assaillants du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une alliance jihadiste active au Sahel, entraînant la mort d'au moins douze militaires ivoiriens.



Par ailleurs, lors d'une opération de neutralisation d'individus armés près de Bouaké, au centre du pays, des gendarmes ont intercepté des hommes portant des identifiants liés aux Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), une milice affiliée aux autorités burkinabè.

Ces VDP sont une formation civile armée créée par les autorités burkinabè dans le cadre de la lutte contre l'insécurité croissante au Sahel. Ils agissent en tant que supplétifs des forces régulières du Burkina Faso, particulièrement dans les zones rurales où la présence de l'armée est limitée. Leur rôle est officiellement d'appuyer les efforts de sécurité contre les groupes terroristes et autres bandits, mais leur présence à proximité de la frontière ivoirienne soulève constamment des tensions.

### **FACI-VDP : une coexistence complexe**

Plusieurs incidents frontaliers témoignent de la complexité de la cohabitation entre les Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) et les VDP. En avril 2024, un militaire et un VDP burkinabè ont été arrêtés en Côte d'Ivoire après être entrés de manière illégale sur le territoire, selon le gouvernement ivoirien. En outre, en juin 2025, cinq gendarmes ivoiriens ont été arrêtés par des VDP après avoir franchi la frontière. Ils ont ensuite été libérés à la suite d'un dialogue bilatéral entre les ministères de la Défense des deux pays. De plus, en août 2025, six agents ivoiriens chargés d'assistance aux réfugiés ont été capturés par des VDP dans une zone dite « sous contrôle burkinabè ». Ils étaient pourtant en mission humanitaire. Toute chose qui illustre parfaitement les risques encourus même par des civils dans cette zone floue. Ces épisodes reflètent deux réalités majeures : la porosité de la frontière, souvent mal ou non balisée, et la difficulté de coordination opérationnelle entre les forces des deux pays.



L'absence d'une démarcation claire sur le terrain génère des franchissements involontaires. Agriculteurs, gendarmes ou fonctionnaires peuvent se retrouver accidentellement de l'autre côté, créant des frictions diplomatiques malgré les bonnes intentions des deux États. Une situation qui met en lumière l'extrême complexité des acteurs en circulation dans la zone frontalière. Ces exemples montrent que le nord ivoirien n'est plus une zone isolée, elle est au cœur des mouvements transfrontaliers de groupes armés, qu'ils soient jihadistes, milices locales ou trafiquants.



## **La réponse militaire du gouvernement face aux menaces**

Face à la dégradation progressive de la situation sécuritaire dans la zone frontalière nord, le gouvernement ivoirien a engagé depuis plusieurs années une réponse militaire structurée visant à contenir la menace, sécuriser les populations et empêcher toute implantation durable de groupes armés venus du Sahel. L'État ivoirien a considérablement renforcé sa présence militaire dans le nord du pays.

Les Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) ont multiplié les postes avancés le long de la frontière. Des bases opérationnelles ont été installées dans les zones stratégiques afin d'assurer une présence permanente et dissuasive. Les patrouilles mixtes – combinant armée, gendarmerie et forces spéciales ont été intensifiées pour surveiller les axes de circulation, les pistes rurales et les corridors transfrontaliers.

Le gouvernement a en outre, investi dans le renforcement des capacités opérationnelles, notamment l'acquisition de véhicules blindés et d'équipements de surveillance, l'amélioration des capacités de renseignement territorial, la coopération accrue avec des partenaires internationaux pour le partage d'informations sécuritaires.

La surveillance aérienne et l'utilisation de technologies modernes permettent aujourd'hui un meilleur contrôle des zones difficiles d'accès. Au-delà de la posture défensive, les forces ivoiriennes mènent régulièrement des opérations de ratissage et de neutralisation dans les zones sensibles. L'objectif est d'empêcher toute tentative d'installation de cellules armées sur le territoire national.

Cette approche proactive vise à maintenir la pression sur les groupes armés et à empêcher la constitution de bases arrière dans les forêts et zones rurales frontalières. Conscient que la réponse militaire seule ne suffit pas, le gouvernement articule son action sécuritaire avec des programmes de développement socio-économique. L'objectif est clair : priver les groupes armés de tout terreau favorable en améliorant les conditions de vie des populations locales.

## **Un afflux de plus en plus croissant de réfugiés**

La Côte d'Ivoire, relativement épargnée par le jihadisme comparée à ses voisins du Sahel, est désormais une destination pour les populations fuyant l'insécurité. Depuis plusieurs années, des milliers de Burkinabè ont traversé la frontière pour échapper aux violences liées à l'insurrection, notamment dans le Sahel burkinabè. Le pays d'accueil doit gérer une pression majeure sur ses structures d'accueil, souvent insuffisantes.

Par ailleurs, de nouveaux flux sont constatés depuis le Mali. En 2025, les autorités ivoiriennes ont observé une « affluence inhabituelle » de réfugiés maliens fuyant les attaques dans le sud du Mali. La Côte d'Ivoire a renforcé la sécurité de sa frontière nord, tout en s'efforçant d'enregistrer et de protéger les arrivants selon les normes humanitaires.

Selon les données disponibles au 31 décembre 2025, la Côte d'Ivoire comptait plus de 80 000 réfugiés et demandeurs d'asile officiellement enregistrés, dont l'immense majorité provient du Burkina Faso, suivi d'un nombre plus réduit en provenance du Mali. Ces données indiquent qu'au niveau du Burkina Faso, ce sont plus de 70.000 réfugiés et demandeurs d'asile qui ont été enregistrés. Au Mali, ils sont près de 1 500 réfugiés enregistrés. Pour les autres nationalités, (Libéria, RDC, etc.) ils sont quelques centaines.

Au total, environ 82 787 personnes figuraient dans le registre au terme de l'année 2025, comprenant réfugiés et demandeurs d'asile confondus. Les régions du nord-est de la Côte d'Ivoire sont les principales zones d'accueil. Dans le Bounkani, ils sont plus de 37 000 réfugiés enregistrés, majoritairement burkinabè. Dans la région du Tchologo, ils sont près de 28 800 réfugiés. Le cumul des populations enregistrées dans ces zones témoigne de la pression migratoire importante sur les localités frontalières, souvent rurales et déjà fragilisées par le sous-développement.



### **Une tendance à la hausse**

Les statistiques montrent que le nombre de réfugiés a considérablement augmenté au cours des dernières années, passant de quelques dizaines de milliers à près de 80 000 personnes enregistrées en Côte d'Ivoire au cours de l'année 2025. Cette progression s'explique par l'intensification des violences et des attaques armées liées aux groupes djihadistes et autres milices dans le nord du Burkina Faso et le sud du Mali.

Un arrêt interministériel ivoirien de juillet 2025 a conduit à une reconnaissance accélérée du statut de réfugié à des dizaines de milliers de demandeurs d'asile, notamment burkinabè et maliens, ce qui a entraîné une hausse des chiffres officiels par rapport aux années précédentes, où seules quelques milliers de personnes étaient enregistrées comme réfugiés.

Parmi ces réfugiés, une proportion importante est constituée d'enfants, de femmes et de familles vulnérables. Par exemple, dans les mouvements antérieurs, les réfugiés burkinabè accueillis en Côte d'Ivoire comprenaient une majorité d'enfants, soulignant les besoins spécifiques en matière d'éducation, de santé et de protection. Le profil de ces populations indique que les femmes et les enfants représentent une part significative des flux, ce qui renforce les besoins en services sociaux adaptés, notamment en matière d'éducation, de soins de santé et de protection contre les violences.

### **Une politique sociale ambitieuse...**

Confrontée à une fragilité structurelle durable dans ses régions frontalières du nord, particulièrement les zones du Bounkani, du Tchologo, du Poro, de la Bagoué, du Kabadougou ou encore du Folon, proches du Burkina Faso et du Mali, la Côte d'Ivoire a mis en place depuis plusieurs années une politique sociale et de développement intégrée visant à réduire les vulnérabilités économiques, sociales et sécuritaires qui font le lit de tensions et de potentiels risques d'instabilité.

Cette partie du pays est depuis de longues années, caractérisée par le sous-développement socio-économique, l'isolement géographique, l'accès limité aux services publics et une forte dépendance aux activités agricoles. Ces fragilités, amplifiées par la crise sécuritaire sahélienne, exposent les communautés locales à des risques de vulnérabilité sociale, économique et sécuritaire. Face à cela, l'État a élaboré une politique sociale ciblée visant à renforcer la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance à l'État, à stimuler l'emploi et l'insertion professionnelle, particulièrement des jeunes, à améliorer l'accès aux services sociaux de base, tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'énergie, à prévenir l'extrémisme violent et les recrutements forcés par des opportunités éco



Ces interventions visent à réduire la pauvreté et les inégalités territoriales, tout en améliorant le niveau de vie des populations locales que la fragilité confine à des situations de précarité durable.

### **Pour prévenir l'extrémisme violent et les recrutements forcés**

La prévention de l'extrémisme passe nécessairement par l'offre d'opportunités économiques réelles, surtout auprès de la jeunesse des zones frontalières. Le gouvernement ivoirien a mis en place des programmes d'insertion professionnelle des jeunes affectés par le chômage ou l'absence de perspectives locales, en leur offrant des formations techniques et professionnelles, un accès au financement de micro-entreprises ou d'activités génératrices de revenus et des initiatives de volontariat civique impliquant des centaines de jeunes volontaires pour mener des actions de sensibilisation, de cohésion sociale et de promotion du civisme.

Un volet consacré au volontariat communautaire a même permis l'envoi de centaines de volontaires formés aux enjeux locaux (citoyenneté, secourisme, vie communautaire) pour sensibiliser et renforcer les liens sociaux dans les zones potentiellement sensibles.

Aux côtés des administrations nationales, la Côte d'Ivoire collabore avec des partenaires internationaux, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF et le Fonds pour la Consolidation de la Paix, pour mettre en œuvre des projets transfrontaliers centrés sur la consolidation de la cohésion sociale entre communautés, la prévention des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles (eau, terres), l'amélioration des services sociaux de base, en partenariat avec les autorités locales.

Ces initiatives reconnaissent qu'une réponse purement sécuritaire serait insuffisante sans des actions sociales et économiques qui renforcent la résilience des populations face aux pressions externes. Face aux défis multidimensionnels que vivent les zones frontalières, l'État ivoirien ne se contente pas d'actions nationales. Il s'engage dans coopérations bilatérales, notamment avec le Burkina Faso pour renforcer la gouvernance des zones frontalières et la cohésion sociale transfrontalière.

Ces projets impliquent la construction de cadres de concertation entre populations, autorités locales et forces de sécurité, ainsi que l'amélioration de l'accès aux services sociaux essentiels dans des zones souvent dépourvues de structures publiques adéquates.

En définitive, la zone frontalière du nord ivoirien se trouve aujourd'hui à la croisée d'enjeux sécuritaires, humanitaires, socio-économiques et politiques profonds. Elle est, à la fois, un espace d'interactions historiques entre populations transfrontalières et un point de tension face à la crise sahélienne.

Les défis y sont multiples : intrusion de groupes armés, flux massifs de réfugiés, fragilisation des communautés, tensions autour des ressources, et besoin urgent de solutions sécuritaires mais aussi humaines, inclusives et coopératives.

Un soutien international soutenu, renforcé par des politiques nationales adaptées et une approche régionale concertée, sera indispensable pour transformer cette zone fragilisée en un espace de stabilité durable et de résilience communautaire.



01

## GABON

Le pouvoir engage un bras de fer numérique avec les géants des réseaux sociaux

02

## AFRIQUE

Tournée papale en Afrique : Léon XIV ouvre sa première visite africaine par une escale inédite en Algérie

# GABON : LE POUVOIR ENGAGE UN BRAS DE FER NUMÉRIQUE AVEC LES GÉANTS DES RÉSEAUX SOCIAUX

Depuis le 17 février, les écrans des Gabonais affichent le même message d'erreur : Facebook, TikTok, Instagram et YouTube sont inaccessibles. Une coupure inédite décidée par la Haute Autorité de la Communication (HAC), qui a ordonné la suspension des principales plateformes sociales « jusqu'à nouvel ordre ».

## Une décision au nom de la «cohésion sociale»

Dans son communiqué, le régulateur évoque la prolifération de contenus jugés attentatoires à la dignité humaine, aux bonnes mœurs, à l'honneur des citoyens et à la sécurité nationale. Les autorités assurent avoir tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises depuis plus d'un an et demi.

À la présidence, la porte-parole adjointe Jennyfer Mélodie Sambat affirme que des avertissements répétés avaient été adressés aux plateformes concernant des publications qualifiées de diffamatoires, violentes, voire pornographiques. Selon elle, la suspension vise à « assainir » l'espace numérique.

## Négociations en coulisses

En parallèle de la coupure, le gouvernement a engagé des discussions avec les entreprises concernées. Le ministère de la Communication confirme des échanges en cours avec Meta, maison mère de Facebook et Instagram, ainsi qu'avec TikTok.

Dès le lendemain de l'annonce, TikTok aurait pris contact avec la HAC, affirmant partager l'objectif de promouvoir un environnement numérique respectueux des droits et de la dignité des citoyens. Aucun calendrier précis de rétablissement n'a toutefois été communiqué.

## Une opposition vent debout

La mesure suscite de vives critiques. L'ancien Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nze dénonce une décision « disproportionnée » et contraire à la Constitution, estimant qu'elle porte atteinte à la liberté d'expression.

Pour l'opposition, la suspension collective des réseaux sociaux pénalise l'ensemble de la population pour des dérives imputables à certains utilisateurs, et crée un précédent préoccupant en matière de libertés publiques.

## Les VPN en embuscade

Malgré la fermeture officielle, la coupure reste partielle. De nombreux internautes contournent les restrictions grâce à des réseaux privés virtuels (VPN). Le fournisseur Proton a d'ailleurs signalé une hausse spectaculaire des téléchargements de son application au Gabon dès le premier jour de la suspension effective.

WhatsApp, également propriété de Meta, fonctionne quant à lui de manière intermittente selon les opérateurs.

## Une suspension temporaire ?

Le porte-parole de la présidence, Théophile Zamé-Nze Biyoghe, assure que la mesure n'est « pas définitive ». Elle serait appelée à être levée une fois un cadre de régulation renforcé mis en place, présenté comme agissant « dans l'intérêt de tous ».

En attendant, le pays vit au rythme d'un débat plus large : comment concilier régulation des contenus en ligne et respect des libertés fondamentales à l'ère des plateformes mondialisées ?



## TOURNÉE PAPALE EN AFRIQUE : LÉON XIV OUVRE SA PREMIÈRE VISITE AFRICAINE PAR UNE ESCALE INÉDITE EN ALGÉRIE

À la mi-avril 2026, un déplacement aux allures de signal diplomatique s'ouvrira sur les rives de la Méditerranée. Pour sa première tournée africaine, le pape Léon XIV a choisi l'Algérie comme point d'ancrage. Un choix inattendu, presque audacieux, dans un pays où l'islam est religion d'État et où la présence catholique demeure discrète.

**Une arrivée symbolique à Alger et Annaba**

Du 13 au 15 avril, le souverain pontife est attendu à Alger puis à Annaba. Aucun pape ne s'est rendu en Algérie depuis l'indépendance du pays en 1962, ce qui confère à cette visite un caractère inédit. Les séquences prévues devraient rester mesurées : rencontres avec les autorités, temps de prière et échanges avec les communautés chrétiennes locales, composées en grande partie de ressortissants étrangers et de migrants subsahariens.

Au-delà du protocole, cette première étape porte une dimension géopolitique. À la croisée de l'Afrique et de l'Europe, l'Algérie occupe une position stratégique dans le bassin méditerranéen. Y débiter une tournée africaine peut être interprété comme un geste en faveur du dialogue islamo-chrétien, thème que Léon XIV met en avant depuis le début de son pontificat.

### Quatre pays, plusieurs visages de l'Église africaine

Après l'Algérie, le pape poursuivra son voyage au Cameroun, en Angola et en Guinée équatoriale. Trois États où l'Église catholique joue un rôle plus visible dans la société, que ce soit dans l'éducation, la santé ou l'action sociale.

Ce contraste entre contextes religieux donne à la tournée une portée particulière : elle mettra en lumière la diversité des réalités africaines. Dans certains pays, l'Église structure une part importante de la vie publique ; dans d'autres, elle évolue dans un environnement plus minoritaire et sensible.

La durée du voyage qui est de dix jours, laisse présager un agenda soutenu, entre rencontres institutionnelles, célébrations liturgiques et messages adressés à la jeunesse et aux responsables politiques.



## Un pontificat attentif aux périphéries

Élu en 2025 pour succéder au Pape François, le pape Léon XIV inscrit ses premiers déplacements dans une dynamique tournée vers le Sud global. L'Afrique concentre aujourd'hui près d'un catholique sur cinq dans le monde, une proportion en constante augmentation.

Dans ses premières prises de parole, il a souligné l'importance du dialogue interreligieux, de la justice sociale et de l'attention aux migrations, autant de thématiques particulièrement sensibles sur le continent africain.

En ouvrant sa tournée par l'Algérie, Léon XIV semble vouloir poser un jalon : celui d'une Église qui cherche à construire des ponts, y compris là où elle est minoritaire. Reste désormais à voir comment ce message sera accueilli localement, dans des sociétés aux équilibres religieux et politiques parfois délicats.

Cette visite pourrait bien dépasser le simple cadre pastoral pour devenir un moment diplomatique scruté bien au-delà des frontières africaines.



# Contactez-nous aujourd'hui

## Mian Media

✉ [infos@mianmedia.com](mailto:infos@mianmedia.com) | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



## Suivez-nous sur :



visitez : [www.mianmedia.com](http://www.mianmedia.com)

Mian Media

# Hamaniè

N°088-27/02/2026